

REUNION OUVERTE DE COORDINATION DU RSCD

15- 16 NOVEMBRE 2016 – INTERNATIONAL TRADE UNION HOUSE (SALLE B), BRUXELLES

Rapport

Participants : Mads Madsen (LO-FTF), Elodie Aissi (Institut Belleville), Gemma Arpaia (ISCOS), Maresa Le Roux (CGSLB), Stijn Sintubin (CSC), Prince Asafu-Adjaye (GTUC), Haridasan Parayarikkal (CSI-AP), Rekson Silaban (KSBSI), Antonia Wulff (EA), Thierry Aerts (FGTB), Marie-Christine Naillod (CGT), Leida Marcela Leon Molina (ASI), Gijs Justaert (WSM), Santiago Fisher (WSM), Olav Andersen (LO), Santiago González Vallejo (USO-Sotermun), Anna Rea (Progetto sud), Mary Vasilakka (DEOK), Dian Van Unen (FNV Mondiaal), Encarnación Garcia Valero (ISCOD-UGT), Juan Mendoza (ISCOD-UGT), Ofelia De Felipe Vila (CCOO), André Edelhoff (DGB), Keiko Uchida (RENGO), Liina Carr (ETUC) Haridasan Parayarikkal (CSI-AP), Adrien Akouete (CSI-Afrique), Hilma Mote (CSI-Afrique), Alex Nkosi (CSI-Afrique), Giulia Massobrio (CSA), Candela Lacuerda (CSA), Paola Simonetti (CSI), Diego López-González (CSI), Joan Lanfranco (CSI), Matt Simonds (CSI), Marion Levillain (CSI), Frank Willems (CSI), Theo Morrissey (CSI)

Session 1 : Mises à jour du Secrétariat RSCD

Cette session a inclus la présentation de mises à jour concernant les différents domaines de travail du Secrétariat (cf. diaporamas : http://www.CSI-csi.org/IMG/pdf/ocm_-_general_presentation_all.pdf) :

- **Programme 2030** : L'adoption finale des indicateurs est toujours pendante. La stratégie syndicale afférente au Programme 2030 est axée sur les trois piliers suivants : mobilisation et engagement, plaidoyer et mise en œuvre et enfin suivi et information.
- **Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (PMCED)** : Le RSCD a activement pris part à la planification de la RHN2, notamment par sa contribution à la rédaction du document final. Les syndicats continueront de faire partie du comité directeur et sont activement engagés dans le processus de suivi. Le lancement de l'Initiative de partenariat mondial (IPM) sur le dialogue social dans le développement, un espace permettant aux différents membres du PMCD d'avoir des échanges sur cette problématique et, dans le même temps, de la promouvoir, donne une visibilité accrue au rôle des syndicats en tant qu'acteurs du développement.
- **Direction de la coopération pour le développement (DCD) – OCDE** : Une mention a été faite du nouveau président de la DCD, issu des rangs de l'agence de développement suédoise SIDA. Les syndicats ont participé à la Première réunion de haut niveau de la DCD, ainsi qu'à l'organisation du [Forum conjoint Syndicats-DCD](#). Une mise à jour a aussi été présentée concernant :
 - La modernisation de l'APD avec l'inclusion de l'aide octroyée aux instruments du secteur privé. Il est prévu que le financement mixte occupe une place importante dans le prochain cycle de travail de la DCD ;
 - Le rôle de la mesure d'Aide publique totale au développement (APTD) : Les syndicats sont extrêmement prudents concernant les recours possibles à l'APTD et mettent en garde contre toute tentative de substitution de celle-ci par l'APD.

Plus d'informations concernant les positions syndicales [ici](#).

- **Le dialogue social dans le développement** : La recherche dans ce domaine a été facilitée par le lancement d'[études de cas par pays](#) sur l'impact du dialogue social dans le développement. Il s'agissait à présent d'approfondir cette recherche et d'utiliser cette information pour faire pression sur les donateurs et les organisations multilatérales, aux fins d'intégrer le dialogue social dans leurs politiques.
- **Les partenariats syndicaux** : Des réactions ont été fournies sur la réunion des partenariats qui avait eu lieu la veille. Des outils dédiés à la Capacité organisationnelle des syndicats (COS) ont été présentés et débattus. Les membres du Réseau ont été encouragés à trouver des espaces pour leur mise en pratique.
- **Sensibilisation et communication** : Le contenu du RSCD a également été diversifié et le matériel est à présent disponible en ligne au format audio ([soundcloud](#)) et visuel ([flickr](#)). De nouveaux modèles de présentation ont aussi été créés et le bulletin d'information quotidien est désormais aussi disponible, offrant aux membres du RSCD un résumé des informations qui leur sont pertinentes. Une réunion du groupe de travail est prévue dans le cadre de la prochaine assemblée générale.

La discussion qui s'ensuivit a soulevé les points suivants :

- Le rôle du dialogue social en tant que moyen de mise en œuvre a été mis en exergue (au lieu de n'être que le simple résultat des politiques de coopération au développement). Le RSCD prône le renforcement du dialogue social dans les pays en développement mais aussi, de façon significative, son rôle dans la formulation de politiques de développement efficaces. À ce propos, une recommandation spécifique du RSCD est d'inclure les syndicats dans les conseils d'administration des agences de développement qui font participer le secteur privé.
- L'inclusion de l'économie informelle est indispensable pour remédier aux problèmes dans certains pays. À l'heure de focaliser l'attention sur le dialogue social, il convient de prendre garde à ne pas exclure les travailleurs informels non syndiqués et à ne pas minimiser l'importance d'autres piliers essentiels tels que la protection sociale.

Session 2 : État des lieux des Réseaux de développement régionaux

Amériques – Présenté par Giulia Massobrio (CSA) :

- Le contexte dans lequel les syndicats opèrent dans le continent américain a radicalement changé : Deux des principaux alliés du mouvement syndical ont disparu suite aux changements de régimes intervenus au Brésil et en Argentine.
- Les points saillants en matière de plaidoyer incluent :
 - International : Le Réseau de coopération de la CSA a contribué au Programme 2030 avec une présence au FPHN. Il était également présent au Forum politique pour le développement (FPD) de l'UE ;
 - Régional : Le réseau a été actif au niveau de l'OEA et de la CEPALC ;
 - National : Le réseau a contribué à accroître la participation syndicale, les exemples les plus notables étant ceux du Brésil, du Venezuela, du Chili et du débat tripartite sur l'indicateur en Argentine. Des possibilités de concertation avec les délégations de l'UE au niveau national ont été identifiées ;
 - Alliances : Participation aux mouvements CPDE et justice sociale.

Afrique – présenté par Hilma Mote (CSI-Afrique) :

- Première réunion du comité directeur du Réseau syndical africain de coopération pour le développement (RSACD) ; les syndicats africains ont fait d'importants progrès en matière de coordination sur les enjeux du développement.
- Le plaidoyer est centré sur l'élaboration de positions politiques syndicales et cible les institutions suivantes : Union africaine, UNECA, ONU et Union européenne. Des activités d'évaluation ont été menées sur les possibilités de plaidoyer sur l'Agenda 2063 de l'UA et le Programme 2030 de l'ONU.

Asie-Pacifique – présenté par Haridasan (CSI-AP) :

- La réunion régionale du RSCD-AP a suscité une participation nombreuse. Des contributions ont été fournies sur les indicateurs relatifs au rapport de progrès syndical sur les ODD.
- Un comité directeur a été mis sur pied dans le but de soutenir l'élaboration de la stratégie globale et des plans annuels du réseau. Il est aussi chargé d'assumer des tâches de représentation aux fora régionaux et internationaux.

Session 3 : Vers une stratégie du RSCD sur le Programme 2030

La [Stratégie RSCD relative au Programme 2030](#) a été présentée. Un aperçu général a été fourni du progrès en cours sur chacun des éléments parallèles essentiels de la stratégie (plus d'informations dans la [présentation](#)) :

- **Mobilisation et engagement** : Sensibilisation à l'importance et la pertinence du contenu du Programme 2030 pour le mouvement syndical. Le Rapport exploratoire sur le Programme 2030 et la Brochure sur les objectifs de développement durable ont été présentés.
- **Plaidoyer et mise en œuvre** : Concertation des syndicats avec les parties prenantes institutionnelles concernées sur les processus législatifs liés aux objectifs et cibles de l'Agenda 2030. Les outils présentés incluent l'évaluation en continu, la boîte à outils de plaidoyer, la formation axée sur le plaidoyer et la recherche basée sur les preuves, pour ancrer les positions syndicales.
- **Suivi et information** : Préparation de rapports annuels syndicaux par pays sur les ODD (cf. session 4).

Les points suivants ont été soulevés lors de la discussion :

- Le besoin de coordination sur cette stratégie avec d'autres fora a été mis en exergue, avec une place particulière accordée au Financement du développement.
- L'importance d'un lien entre ce travail et d'autres mouvements a été relevée. Des références particulières ont été faites à la société civile, aux employeurs et aux mouvements de jeunes.
- S'agissant de la mobilisation, la nécessité de rehausser l'intérêt politique pour ce travail au sein des syndicats nationaux a été soulignée, avec une référence spéciale aux engagements pris par les gouvernements. D'autre part, l'engagement des FSI sur des enjeux qui leur sont particulièrement pertinents a été conseillé.

Liina Carr (Secrétaire confédérale de la CES) a fait le point sur sa rencontre avec Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne. L'UE envisage un focus spécial sur les questions de l'égalité. D'autre part, il est prévu que les aspects extérieurs du Programme 2030 soient gérés par la Direction générale de la coopération internationale et du développement (DG DEVCO) de la Commission européenne.

Session 4 : Focus sur le cadre de suivi du Programme 2030 : Rapports syndicaux nationaux sur la mise en œuvre des ODD

Un tour d'horizon a été offert des activités de suivi des syndicats sur l'état d'avancement du Programme 2030. Les participants répartis en groupes ont ensuite été invités à contribuer aux indicateurs proposés.

- **Groupe 1 :**

- ODD1 (éliminer la pauvreté) : Les indicateurs proposés ont été approuvés. Des indicateurs complémentaires sur les salaires, la qualité de vie, les denrées alimentaires essentielles et la qualité des services publics ont été suggérés. Une question a été soulevée sur les délais d'acquisition des données. À ce propos, il a été noté que la plupart des pays sont en butte à des retards en termes d'obtention de données pertinentes.

- ODD10 (réduire l'inégalité) : L'importance du rôle de la protection sociale et du salaire minimum envers la réduction des inégalités a été soulignée. D'autre part, des questions qualitatives surgissent concernant l'indicateur proposé sur la participation des partenaires sociaux (cible 10.7). L'exemple du Venezuela a été cité pour illustrer le rôle du dialogue social dans la détermination du salaire. Cependant, les décisions étaient essentiellement prises d'une manière qui sape ce processus. Une autre suggestion concernant un indicateur complémentaire portait sur la manière dont la législation affectait désormais le dialogue social.

- **Groupe 2 :**

- ODD8 (travail décent) : Les indicateurs proposés ont été jugés praticables au niveau national. Il a été noté qu'au niveau de l'UE, les données étaient d'ores et déjà disponibles à travers Eurostat. La question de savoir combien de temps les syndicats devraient consacrer à cet exercice a été soulevée. Pour l'Amérique latine, il a été suggéré d'encourager la participation des centres de recherche et des universités. Là où des failles sont susceptibles de survenir en Afrique, la fourniture des données pourrait être assurée par l'UNECA et la Banque mondiale. Par ailleurs, il a été suggéré de maximiser le recours aux données recueillies dans les champs du plaidoyer. Partager les informations concernant l'information que les syndicats produisent déjà. Il a été suggéré qu'une liste des pays prioritaires soit convenue au niveau de la CSI sur laquelle les efforts initiaux seraient centrés.

- **Groupe 3 :**

- SDG 5 (égalité hommes-femmes) : Les conventions de l'OIT sont faciles à évaluer. Il est suggéré que la cible 5.4 inclue la ratification et la mise en œuvre des Conventions 103, 106 et 109. Bien qu'il ait relevé que l'évaluation de la mise en œuvre pourrait s'avérer plus fastidieuse, les directives de l'OIT sur la mise en œuvre pourraient servir de base de référence. La Convention 111 sur la discrimination pourrait être ajoutée à la liste.

Session d'évaluation sur le programme d'éducation et de sensibilisation aux problèmes de développement (DEAR)

– Organisations européennes

Une session d'évaluation complémentaire a eu lieu sur l'éducation et la sensibilisation aux problèmes du développement. La nouvelle récente de l'échec de la demande de participation du RSCD au projet DEAR de l'UE a été partagée avec les participants. Dans l'ensemble, l'expérience a été considérée positive et certaines recommandations ont été suggérées :

- Un focus supplémentaire sur la valeur ajoutée unique des syndicats avec une référence au dialogue social au niveau des entreprises multinationales.
- Un focus supplémentaire sur l'impact sur les consommateurs.
- L'appel à propositions de 2018 serait une opportunité de donner suite à cette expérience et d'établir un contact initial pour obtenir des réactions sur certaines idées préliminaires, tout en observant les projets qui ont obtenu une réponse positive.

Session 5 : Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement : Attentes pour la RHN 2 de Nairobi et au-delà

Une mise à jour a été présentée sur les préparatifs de la Deuxième Réunion de haut niveau ([RHN2](#)), y compris le Document final et le renouvellement du mandat du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (PMCED). Des informations complémentaires ont été fournies à propos du lancement de l'[Initiative de partenariat mondial](#) sur le dialogue social pour le développement, présentée par le RSCD/CSI. Il s'agit d'une initiative qui s'inscrit à l'intérieur du cadre du PMCED et qui peut offrir une voie pour la concertation sur cette problématique.

La contribution syndicale au Document final de Nairobi et au renouvellement du mandat du PMCED a figuré au centre du travail en groupes. Les participants ont apporté les contributions suivantes :

- o Mentionner le dialogue social dans le texte.
- o Renforcer les dispositions relatives au suivi, avec une attention particulière aux mécanismes de responsabilité. Inclure des statistiques pour le processus de suivi.
- o Renforcer le focus sur les groupes vulnérables, notamment les femmes et les travailleurs informels.
- o Donner plus de poids aux piliers du travail décent, en particulier au dialogue social et à la protection sociale. Dans le troisième paragraphe, inclure une référence spécifique au dialogue social tripartite.
- o Pour donner davantage de poids au PMCED, ses attributions devraient être plus claires. Il devrait avoir pour mandat de base son rôle en termes de suivi des investissements dans le développement.
- o Une question qui réclame réponse est le fait que la moitié des fonds de l'APD dépensés retournent aux mains d'entreprises basées dans les pays donateurs.

Autres points soulevés durant la discussion :

- Les gouvernements prennent des engagements en faveur du dialogue social mais ceux-ci ne conduisent pas forcément à des améliorations sur le terrain. Les syndicats ont un rôle à jouer pour revendiquer cet espace.
- Le rôle indépendant du PMCED devrait être défini dans sa fonction de suivi.

Session 6 : Prochaines étapes concernant les politiques de développement de l'UE

Un récapitulatif des activités récentes du groupe de travail du RSCD sur la politique de développement de l'UE, y compris la réunion du groupe de travail et la demande introduite en réponse à l'appel à propositions dans le cadre du programme DEAR. Un aperçu général des contributions syndicales sur les politiques de développement de l'UE a été présenté en référence à la Stratégie globale de l'UE, au Cadre financier pluriannuel, au Plan d'investissement externe, au Plan d'investissement européen, à la Position du Parlement européen concernant la RHN2 et la position du Conseil économique et social de l'UE sur les ODD.

La session a ensuite été centrée sur la mise à jour continue du Consensus européen sur le développement. Un calendrier a été défini pour le plaidoyer :

- 25 novembre 2016 : Évaluation rapide du RSCD pour le 25 novembre, pour les eurodéputés et les gouvernements nationaux.
- 30 novembre 2016 : Consultation de la société civile européenne.
- Décembre 2016 : Le Parlement européen présente sa position.
- Janvier 2017 : Début du dialogue durant lequel les membres seront appelés à faire pression sur les gouvernements nationaux.

L'adoption du nouveau Consensus est attendue d'ici à fin juin 2017.

Les prochaines étapes du travail de plaidoyer du RSCD sur la politique de développement de l'UE ont été présentées dans leurs grandes lignes :

- Préparatifs en prévision des négociations de l'après-Cotonou.
- Février 2017 : Réunion du GT UE du RSCD.
- Janvier-février 2017 : Consultations sur la Cohérence des politiques pour un développement durable (CPDD) et les instruments financiers externes.
- Méthodologie pour un suivi parallèle du Programme 2030 dans la politique de développement de l'UE et de ses États membres.
- 22-23 mars 2017 : Réunion mondiale du PPD.
- 25-27 avril 2017 : Forum régional FPHN/UNECE sur le développement durable.
- Fin mai-début juin 2017 : Forum des partenariats de l'EU.

Session 7 : Recherche axée sur le plaidoyer et stratégies connexes

Les différents flux de travail dans le domaine de la recherche du RSCD ont été débattus et les publications récentes examinées. L'accent a été mis sur la manière dont les publications sont utilisées :

- Responsabilité des entreprises – deux publications ont été passées en revue :
 - o [La responsabilisation des entreprises pour le développement](#)
 - o [L'efficacité de développement du soutien au secteur privé par le biais des fonds APD](#)

La recherche existante a été utilisée pour le plaidoyer dans différents fora :

- o Au niveau de l'UE : Forum politique sur le développement (tant aux réunions mondiales que régionales) et Forum UE-OSC.
- o Au niveau intergouvernemental : FPHN, forum sur la coopération au développement, DCD-OCDE, RHN2
- o En tant que référence pour les groupes de réflexion et les OSC : DI, ECDPM

Il a également été question du nouveau Groupe de travail CPDE sur le secteur privé, présidé par le RSCD, qui débouchera sur des recherches approfondies.

- Rôle du dialogue social dans le développement :
 - o [La pertinence du dialogue social dans le développement](#) : Études de cas par pays – Ghana, Indonésie et Uruguay.
Les études de cas étaient utilisées à des fins de plaidoyer basé sur des preuves avec une série de parties prenantes, dont l'OIT, la Commission européenne, l'OCDE et les gouvernements donateurs. Il a également été utilisé dans les contributions syndicales aux documents politiques, y compris la contribution au FPHN et à la Commission européenne et sert de référence dans les interventions aux événements, y compris à la RHN2.
- Aide publique au développement :
 - o Les participants ont été mis au fait des recherches en cours sur l'APD pour le travail décent. Les analyses préliminaires suggèrent qu'elle livrera des données utiles en vue du plaidoyer sur le Programme 2030 et avec les donateurs de l'OCDE. L'objectif est de publier les résultats des recherches pour le Printemps 2017 et le Forum Syndicats-DCD.
- Capacité d'organisation :
 - o Les outils TUDEP and COS (décrits dans la Session 1), ont aidé la CSI Afrique à évaluer la capacité organisationnelle des affiliés.

La discussion concernant les flux de recherche approfondis ont révélé ce qui suit :

- La discussion a mis en évidence un manque de compréhension générale de la recherche dans le cadre des efforts de plaidoyer au niveau de pays. Alors que certains syndicats nationaux offraient des exemples positifs de recours au matériel pour attirer l'attention des gouvernements nationaux sur des enjeux syndicaux, ces cas constituaient une minorité. Les flux de recherche sont conçus aux fins de mettre en évidence les besoins des syndicats dans le processus de développement. Pour les rendre plus efficaces, une meilleure compréhension par l'ensemble des membres est requise au niveau du plaidoyer.
- Une option suggérée pour un flux de recherche complémentaire était d'explorer l'impact des politiques commerciales sur les ODD.
- Une autre option pour un tel flux de recherche complémentaire était d'examiner l'impact de l'économie numérique. Celle-ci a été relevée comme faisant l'objet d'un focus croissant des pays donateurs.

Session 8 : Planifier l'avenir (plans d'action 2016-2017), Évaluation et Conclusions

La session finale a commencé par une présentation du plan de travail, réparti sous forme d'activités internationales et régionales projetées. Les points suivants ont été notés à l'issue de la discussion qui s'est ensuivie :

- Un groupe de travail provisoire doit être établi pour s'occuper de la coordination du travail consistant à peaufiner les indicateurs/le Programme 2030. Les bénévoles sont les bienvenus et sont invités à contacter le Secrétariat.
- Les contributions à la RHN2 seront soumises en fonction des contributions reçues.
- Wellington Chibebe, secrétaire général adjoint de la CSI, présentera un rapport sur l'état d'avancement du Programme 2030 au Conseil mondial à Vienne.
- Concernant les politiques de développement de l'UE : Le RSCD cherchera à coopérer avec la CES et explorera des possibilités de concertations avec des eurodéputés par le biais de l'intergroupe. Créant par là une coordination à plus petite échelle sur les banques de développement multilatérales, concernant le rôle du SP, les PPP et le financement mixte.
- S'agissant de recherche : Des preuves accrues sont requises pour informer dans quelle mesure la recherche est utilisée à des fins de plaidoyer au niveau de pays. Des réactions positives ont été relevées et les suggestions concernant l'économie numérique ont été notées.

La possibilité a été donnée aux participants de fournir une évaluation de la Réunion ouverte de coordination. Les points suivants ont été notés :

- Une quantité importante de contenu a été couverte et certains participants ont noté qu'une demi-journée supplémentaire aurait rendu la tâche plus facile.
- S'agissant de la coopération Sud-Sud : Une planification accrue du travail a été recommandée. A fortiori à l'heure de définir une stratégie de plaidoyer pour sa promotion auprès des réseaux régionaux du RSCD. Une suggestion a été faite en vue de la tenue d'un séminaire sur la coopération Sud-Sud.



Ce projet est cofinancé par l'Union européenne